

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Convention Europe du Parti socialiste (15 juin 2013)

Remettre l'Europe sur ses pieds

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 7 avril 2013

Démocratie & Socialisme

Nous publions ici l'introduction à la contribution de notre camarade Jean-Jacques Chavigné, membre du comité de rédaction de D&S, écrite en vue de la convention Europe du Parti socialiste du 15 juin, et du débat de la motion 3 préparatoire à cette convention.

La crise de l'Union européenne est d'une extrême gravité. Comment le nier sans refuser de regarder la réalité en face ?

L'Union européenne aujourd'hui se construit sans les peuples européens et de plus en plus, malheureusement, contre eux.

Les « non » au référendum de 2005, en France et aux Pays-Bas sont passés à la trappe. Les Irlandais ont dû revoter jusqu'à ce qu'ils finissent par voter « oui », sous la chantage de plus en plus pressant de la Commission de Bruxelles.

L'Union européenne, aujourd'hui, pour des millions d'Espagnols, de Grecs, d'Irlandais, de Portugais et maintenant de Chypriotes, ce sont les plans de destruction sociale imposés par la Commission européenne, la BCE et le FMI, à seule fin de sauver les grandes banques européennes.

Pour des millions d'Européens, l'Union européenne est maintenant synonyme d'austérité, de baisse des salaires, des retraites, des prestations sociales, de chômage généralisé. Le nombre de chômeurs en Espagne (27 % de la population active), en Grèce (26 %) se rapproche dangereusement de la situation de l'Allemagne au début des années 1930. Le taux de chômage (officiel) atteint 11,6 % dans la zone euro, 17 % au Portugal, 12 % en Italie, 10,5 % en France...

L'extrême-droite qui prospère partout en Europe le sait fort bien et, partout, prend appui sur le chômage et la crise de l'Union pour exiger des référendums contre le maintien dans l'Union européenne et dans la zone euro. Qui oserait affirmer aujourd'hui qu'elle n'aurait aucune chance d'être victorieuse ? Les 48,5 % de voix obtenues par le Front National dans l'élection législative partielle de l'Oise n'ont, hélas, rien d'anecdotiques.

L'euro est en première ligne. Il ne pourra pas continuer à être « sauvé » tous les trois mois comme ce fut le cas au cours des trois dernières années. Une monnaie à la merci de la crise d'un pays (la Grèce) dont l'économie représente 3 % du PIB de la zone euro, ou pire, à la merci de la crise d'un pays (Chypre) dont l'économie s'élève en tout et pour tout à 0,2 % du PIB de cette zone n'a pas d'avenir. Il faut d'urgence modifier profondément ses règles de fonctionnement.

Nous savons tous ce que signifierait, en France, l'éclatement de la zone euro : le risque immédiat de l'arrivée au pouvoir de l'UMP-FN ou du FN-UMP car il n'y a plus, aujourd'hui, que l'euro qui les sépare.

Il y a urgence !

Affronter les élections européennes de 2014 avec le même slogan que celui repris depuis près 30 ans « aujourd'hui ce n'est pas la priorité mais demain ce sera le tour de l'Europe démocratique, de l'Europe sociale, de l'Europe solidaire » serait catastrophique. Plus personne ne peut encore croire à cette rengaine éculée.

Il faut, d'urgence, rompre avec la politique suicidaire de « rassurer les marchés » et, au contraire, affronter la finance

comme l'avait annoncé François Hollande dans son discours du Bourget.

Il est nécessaire de rompre avec le poids du fardeau d'une dette qui n'est plus supportable, qui ne cesse de croître (de 86 % à 90,2 % du PIB entre fin 2011 et fin 2012, en France) et qui ne pourra pas être remboursée dans son intégralité. Elle a déjà été restructurée en Grèce, malgré toutes les proclamations de la Commission européenne. Comment pourrait-elle ne pas l'être en Irlande, au Portugal, en Espagne, en Italie et demain en France ou en Allemagne ?

Il faut en finir avec le « modèle » de la « banque universelle » qui peut, à tout moment, plonger l'économie européenne dans une crise pire que celle de 1929 car ces banques ont aujourd'hui une toute autre capacité de nuisance. Nous avons eu un avant-goût de cette capacité de nuire lors de la crise financière de 2007-2008. L'aurions-nous déjà oubliée ?

Il est urgent que François Hollande rompe avec ces politiques suicidaires et du même coup avec la « grande coalition » nouée avec Angela Merkel, pour prendre la tête d'une alternative de gauche en Europe.